

**PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
EN APPLICATION DES ARTICLES R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE
PUBLIQUE**



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)
COMMUN A TOUS LES LOTS**

**Mission de mise en œuvre technico-fonctionnelle d'applications
informatiques et maintien en Conditions Opérationnelles**

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - PROCEDURE, FORME ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 4 - INTERLOCUTEURS DE L'ACCORD CADRE	5
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES	6
ARTICLE 6 - TERMES NON COUVERTS PAR L'ACCORD- CADRE	7
CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS PROPRES AU LOT N°1	8
ARTICLE 1 - CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	8
ARTICLE 2 - PRIX	9
ARTICLE 3 - OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
ARTICLE 6 - CONTENU DES PRIX DU MARCHE SUBSEQUENT	12
ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT	12
ARTICLE 8 - PENALITES	14
ARTICLE 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	14
CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS PROPRES AUX LOTS 2 ET 3	15
ARTICLE 1 - PRESTATIONS A REALISER	15
ARTICLE 2 - DELAIS D'EXECUTION	15
ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 4 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
ARTICLE 5 - CONTENU DES PRIX	16
ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT	17
ARTICLE 7 - PENALITES	18
ARTICLE 8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	19
CHAPITRE 4 - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS	19
ARTICLE 1 - ASSURANCES	19
ARTICLE 2 - RESILIATION	19
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	19
ARTICLE 4 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	20
ARTICLE 5 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX -	20

CHAPITRE 1 - PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.1.

CHAPITRE 2 - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 - Objet de l'accord-cadre

Le présent marché public a pour objet des missions de mise en œuvre technico-fonctionnelle d'applications informatiques et maintien en Conditions Opérationnelles du CHU de Rouen.

1.2 - Allotissement

L'Accord cadre est alloté de la manière suivante :

- Lot 1 : Mission de mise en œuvre technico-fonctionnelle d'applications informatiques générales et maintien en conditions opérationnelles
- Lot 2 : Mission n°1 de responsable d'application expert à plein temps
- Lot 3 : Mission n°2 de responsable d'application senior à plein temps

ARTICLE 2 - PROCEDURE, FORME ET DUREE DE L'ACCORD CADRE

2.1 - Procédure

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offre ouverte passée en application des articles R.2161-2 à A R.2161-5 du Code la Commande Publique.

2.2 - Forme

2.2.1 Pour le lot 1

Le marché public est un accord-cadre ne fixant pas toutes les stipulations contractuelles et donnant lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées à l'article R. 2162 du code la Commande Publique du relatif aux marchés publics et au CCAP du présent accord-cadre.

Conformément au 2° de l'article R.2162-4 du code de la commande publique, le marché public est conclu sans montant minimum mais pour un montant maximum de 1 500 000 € HT pour toute la durée du marché public.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaire tels que définis au référentiel de prix concernés.

L'accord-cadre est multi-attributaire. Le nombre d'opérateurs économiques retenus est au maximum au nombre de trois, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

2.2.2 Pour les lots 2 et 3

Les lots 2 et 3 sont des marchés ordinaires. Les marchés publics seront traités à prix global et forfaitaire tel que mentionné dans les Actes d'Engagements et aux DPGF.

Les prestations effectuées par le titulaire sont rémunérées sur cette base.

2.3 - Durées

2.3.1 Pour le lot 1

L'accord-cadre est conclu pour une période allant de sa date de notification jusqu'au 25 aout 2026.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Cette date de fin de marché correspond à la date de fin de l'accord-cadre du CHU de Rouen.

2.3.2 Pour les lots 2 et 3

Les marchés publics sont conclus pour une période de 220 jours ouvrés compter de la date de notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives de l'Accord-cadre, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- Les actes d'engagement propres à chaque lots et leurs annexes financières :
 - Pour le lot 1 : L'acte d'engagement et son annexe référentiel prix
 - Pour le lot 2 : l'acte d'engagement et son annexe DPGF
 - Pour le lot 3 : l'acte d'engagement et son annexe DPGF

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe 1 : Présentation générale du CHU de Rouen
 - Annexe 2 : Présentation démarche numérique responsable
 - Annexe 3 : Fiche pratique CHORUS
- Les CCTP propres à chaque lots
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI)
- Le document des Clauses sous-traitance RGPD
- Le document des Clauses SSI et SSI Contact
- Le mémoire technique des titulaires ;
- L'ensemble des textes normatifs à caractère législatifs, réglementaires et techniques non joints au présent accord cadre mais réputés connus du titulaire ;

L'accord-cadre s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les marchés subséquents.

ARTICLE 4 - INTERLOCUTEURS DE L'ACCORD CADRE

4.1 - Le pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du présent marché, le représentant du pouvoir adjudicateur est la Directrice Générale du CHU de Rouen

CHU de ROUEN
1, rue de Germont
76031 – Rouen Cedex

4.2 - Représentant du titulaire

Chaque titulaire s'engage à faire connaître, dès la notification du marché, la personne physique désignée par lui et habilitée à l'engager pour les besoins de l'exécution du marché. Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du pouvoir adjudicateur toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise, sous peine d'encourir les pénalités et mesures coercitives prévues au marché. A ce titre, le titulaire doit se conformer à l'article 3.4 du CCAG-PI.

Chaque titulaire est tenu d'exécuter personnellement et en toute indépendance la mission qui lui est confiée.

Il respecte la composition de l'équipe telle que définie dans son mémoire technique.

4.3 - La co-traitance

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Le mandataire du groupement représente jusqu'à la fin du marché public l'ensemble des opérateurs économiques vis-à-vis de la personne publique pour l'exécution du marché public. Le mandataire est l'interlocuteur privilégié du CHU de Rouen Normandie.

4.4 - La sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public sous réserve du respect du code de la commande publique (articles L.2193-1 à L.2193-14 et articles R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique). Le Titulaire qui désire sous-traiter une partie de son marché public doit préalablement demander l'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement au pouvoir adjudicateur, et ce avant tout commencement d'exécution.

A ce titre, il devra fournir les pièces suivantes :

- formulaires fournis par le CHU de Rouen (acte spécial de sous-traitance)
- formulaire DC4 (déclaration du sous-traitant) qui sera accompagné d'un dossier technique qui fera apparaître les capacités techniques, financières et professionnelles, ainsi qu'une liste la plus exhaustive possible des références présentées pour des prestations de même nature que ceux sous traités ; une attestation d'assurance correspondant aux polices souscrites par le titulaire.

La personne habilitée à engager le CHU de Rouen, sous réserve des dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-8 du code de la commande publique, pourra alors en cas d'accord accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial annexé au présent marché public.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 - Obligations du Titulaire

Les Titulaires s'engagent à tenir le CHU de Rouen informé de manière régulière de l'exécution des prestations objet du marché subséquent.

Il leur appartient, notamment, de conseiller le CHU de Rouen pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents, de les avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, les Titulaires doivent notamment :

- Conseiller le CHU de Rouen sur tout choix ou toute demande effectuée(e) par eux dont ils auraient connaissance et qui pourrait affecter les objectifs du projet du CHU de Rouen ou avoir une incidence sur ses conditions de réalisation;
- Alerter de manière motivée le CHU de Rouen sur tout événement dont ils ont connaissance, pouvant affecter les objectifs du projet du CHU de Rouen et les engagements visés par le marché subséquent du CHU de Rouen, y compris si cet événement est imputable au CHU de Rouen;
- Tenir le CHU de Rouen informé de toute évolution ou incident dont ils auraient connaissance et qui pourraient en affecter la mission en proposant toute solution appropriée ;
- Signaler dans tous les documents ou informations techniques qui lui sont communiqués par le CHU de Rouen dans le cadre de l'exécution de son marché, les incohérences, anomalies ou oublis, qui lui paraissent affecter le projet.
- Alerter le CHU de Rouen de toute modification de ses équipes et fournir les pièces justificatives de capacités et d'expériences des nouveaux intervenants. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté si le CHU ne le récuse pas dans un délai de 30 jours courant à compter de la réception de la communication du remplacement. Si le CHU récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 30 jours pour proposer un autre remplaçant. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants, le marché subséquent peut être résilié sans indemnité.

Les Titulaires formulent par écrit les recommandations et informations qu'ils sont tenus de fournir au CHU de Rouen dans les cas mentionnés ci-dessus où il est prévu que celui-ci doit-être informé.

CHU de Rouen
Direction du Système d'Information
1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX
dsi.achats@chu-rouen.fr

En outre, le titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais, le CHU de Rouen de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire ;

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

5.2 - Obligations du CHU de Rouen

Dès la prise d'effet de l'accord-cadre, le CHU de Rouen s'engage à désigner un contact de façon à faciliter les relations avec chaque Titulaire. Il s'engage à maintenir tout au long de l'exécution de l'accord-cadre une collaboration active et régulière avec eux.

Par ailleurs, dès la notification des marchés subséquents, et pour permettre aux équipes de chaque Titulaire de réaliser les prestations leur incombant dans les délais qui lui sont impartis, le CHU de Rouen s'engage à :

- Remplir leur devoir d'information, et notamment fournir toutes les informations et documents leur paraissant nécessaires à la bonne réalisation des fournitures,
- Faciliter la tâche du Titulaire retenu lors de la prise de connaissance de l'environnement organisationnel du CHU de Rouen,
- Signaler aux Titulaires retenus, par tout moyen approprié, et confirmer par écrit, dès qu'ils en ont connaissance, tout événement ou évolution nécessitant une intervention de celui-ci et entrant dans le champ d'application des présents accord-cadre.

5.3 - Obligations de confidentialité

Les informations échangées entre les parties, dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre et des différents marchés subséquents, sont tenues pour confidentielles et ne peuvent être communiquées, sans autorisation préalable écrite du CHU de Rouen, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

Le Titulaire est soumis aux obligations générales relatives à la protection du secret, notamment à celles qui concernent le contrôle du personnel. Il doit informer de ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché subséquent.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité, les informations, documents, communications déjà accessibles au public.

Le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour assurer la conservation et la protection des plans, documents, fichiers informatiques et autres éléments relatifs au présent accord-cadre et aux différents marchés subséquents, et en aviser sans délai le CHU de Rouen de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de la confidentialité.

Le Titulaire soumet à l'approbation du CHU de Rouen les dispositions qu'il prend à cet effet.

Aucune diffusion ou présentation par le Titulaire de documents, aucun exposé oral concernant le CHU de Rouen, son organisation et ses procédures ne peut se faire sans l'accord écrit du CHU de Rouen.

En cas de violation par le Titulaire des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le CHU de Rouen peut résilier le présent accord-cadre ou les différents marchés subséquents aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

Le Titulaire ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

ARTICLE 6 - TERMES NON COUVERTS PAR L'ACCORD- CADRE

Les termes non couverts par l'accord-cadre concernés qui feront l'objet de passation de marchés subséquents sont :

- Les prix forfaitaires du marché subséquent concerné ;
- Les prestations à réaliser ;
- La durée du marché subséquent ;
- Les délais d'exécution.

CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS PROPRES AU LOT N°1

L'accord-cadre a pour objet d'établir les termes et les conditions régissant les marchés à passer (marchés subséquents) au cours de la durée de validité du présent accord-cadre, notamment en ce qui concerne les prix, et les prestations

Les caractéristiques des prestations attendues ainsi que les conditions techniques de leur exécution au titre de chaque accord-cadre, sont spécifiées dans le CCAP, le CCTP et dans les marchés subséquents.

ARTICLE 1 - CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

1.1 - Modalités d'attribution des marchés subséquents

1.1.1 Passation des marchés subséquents

A chaque survenance du besoin, le CHU de Rouen mettra en concurrence les titulaires sur la base d'une lettre de consultation et d'un acte d'engagement propre à un besoin précis et d'un CCTP selon les modalités décrites ci-après.

Les marchés qui seront conclus sur le fondement de l'Accord-cadre concerné seront les documents écrits qui préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'Accord Cadre.

1.1.2 Organisation des remises en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents

En cas d'absence de réponse à une mise en concurrence d'un marché subséquent, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à justifier par écrit son impossibilité de répondre. Le titulaire devra justifier d'une charge de travail extraordinaire s'il ne souhaite pas déposer une offre suite à la demande de passation des marchés subséquents.

La mise en concurrence d'un marché subséquent consiste en l'envoi d'une lettre de consultation aux titulaires de l'Accord-cadre concernés accompagné d'un acte d'engagement, d'une pièce financière et d'un descriptif technique du besoin.

Le délai imparti pour la remise de l'offre sera au moins de 7 jours calendaires à compter de l'envoi des documents de consultation cités ci-dessus. Cet envoi des documents par le CHU de Rouen se fera via la plateforme de dématérialisation.

La remise de l'offre se fera dans les conditions indiquées dans la lettre de consultation.

L'euro est la monnaie des marchés subséquents.

Les prix indiqués dans l'offre de l'accord-cadre forment, pour chaque titulaire, le référentiel de prix de ses offres pour les marchés subséquents. Les titulaires présentent des offres de prix au moins aussi avantageuses que le référentiel de prix figurant dans leur offre de l'accord-cadre.

Le CHU de Rouen procèdera au choix des titulaires retenus pour exécuter les marchés subséquents au vu des critères de jugement des offres suivants :

- 1) Prix des prestations sur la base du montant porté à la DPGF : entre 40% et 60%
- 2) Qualité des intervenants sur la base de l'adéquation de la réponse technique ainsi que des pièces fournies (Compétences, expériences, références « cas client », témoignages clients, CV ...): entre 35% et 45 % Une offre dont la note est inférieure à 6/10 sur ce critère ne pourra pas être retenue.
- 3) Délai de mise à disposition de ou des intervenants réalisant la mission de prestation : entre 5% et 15%

Les CV proposés par les soumissionnaires doivent obligatoirement être nominatifs. Le soumissionnaire s'engage à ce que les intervenants mis à disposition du CHU de Rouen soient ceux dont les CV ont été fournis lors de la remise en concurrence du marché subséquent.

Le CHU de Rouen se réserve le droit de solliciter auprès du titulaire du marché subséquent, le remplacement de l'intervenant proposé et ayant commencé la prestation, pour cause d'insuffisance, sans surcoût. Le titulaire du marché subséquent devra, dès notification de la demande, mettre à disposition un nouvel intervenant ayant

les compétences et expériences au moins équivalentes pour répondre aux prestations à réaliser. A défaut, le marché subséquent pourra être résilié sans indemnité.

De plus, lors de la demande de précision de la teneur des offres, le CHU de Rouen se réserve la possibilité de rencontrer les intervenants dont les CV ont été fournis.

Les autres modalités relatives à la passation d'un marché subséquent seront précisées dans la lettre de consultation.

Les titulaires de l'accord-cadre concerné s'engagent à déposer une offre à chaque demande de passation de marchés subséquents, dans le respect de leur offre à l'accord-cadre, notamment au niveau des prix plafonds et des profils des intervenants qui seront a minima de compétences et d'expériences égales à ceux présentés lors de la mise en concurrence de l'accord cadre. Ainsi, toute offre à un marché subséquent dont l'un des prix seraient supérieurs au prix plafond révisé de l'accord cadre, ou venant en contradiction avec l'offre remise lors de l'attribution de l'accord cadre est interdite et l'offre sera déclarée irrégulière. Pour chaque marché subséquent, les titulaires de l'accord cadre peuvent proposer des prix inférieurs à ceux du référentiel de prix de l'accord cadre.

Le délai de validité des offres remises dans le cadre des marchés subséquents ne pourra être supérieur à 6 mois.

ARTICLE 2 - PRIX

2.1 - Prix

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix unitaires plafonds figurent au référentiel de prix en annexe n°1 de l'acte d'engagement. Il s'agit de prix plafonds, c'est-à-dire que lors des passations des marchés subséquents, les titulaires de l'Accord Cadre ne pourront pas proposer de prix supérieurs à ceux indiqués dans le référentiel de prix de l'Accord Cadre.

Pour chaque marché subséquent, les titulaires de l'accord cadre peuvent proposer des prix inférieurs à ceux du référentiel de prix de l'accord cadre.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations (les déplacements, la restauration et l'hébergement, la documentation accompagnant la prestation si elle existe, les charges fiscales et parafiscales).

2.2 - Révision des prix

Les prix plafonds pourront être révisables lors de la passation des marchés subséquent, par ajustement, par référence au Bordereau des prix unitaires.

Dans le cas où le titulaire serait exposé à des aléas majeurs du fait de l'évolution raisonnablement prévisible des conditions économiques pendant la durée d'exécution des prestations, les prix seront révisables au regard de la référence à l'indice officiel suivant : (BtoB) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique.

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de la révision est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \left(\frac{I_n}{I_0} \right)$$

dans laquelle In et I0 sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché concerné au mois « mo » (I0) et au mois n (In).

Les prix du présent marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (M0) : Mai 2022.

Le cas échéant le titulaire devra justifier par écrit la hausse de prix. L'appréciation de la justification incombe au CHU de Rouen qui se réserve la possibilité de refuser cette augmentation ou de limiter celle-ci.

Le CHU de Rouen se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

ARTICLE 3 - OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS

L'objet des marchés subséquents porte sur des missions de mise en œuvre technico-fonctionnelle d'applications informatiques et maintien en Conditions Opérationnelles du CHU de Rouen.

Les prestations techniques attendues pour chaque marché subséquent sont décrites sur la base du CCTP de l'accord-cadre et dans le marché subséquent concerné.

ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS

Par dérogation à l'article 4.1 CCAG-PI, les pièces constitutives des marchés subséquents seront au minimum les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (l'intégralité des pièces constitutives de l'accord-cadre détaillée à l'article du chapitre 1),
- l'acte d'engagement du marché subséquent ,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du marché subséquent,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI)
- Le mémoire technique du titulaire.
- Clauses RGPD et SSI

Les marchés subséquents s'exécutent par les pièces désignées ci-dessus.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.

5.1 - Durée des Marchés Subséquents

Les marchés subséquents peuvent être conclus dès la notification de l'accord cadre jusqu'au terme de sa durée.

Chaque marché subséquent est d'une durée allant de sa date de notification à la réception sans réserve des prestations.

La passation des Marchés Subséquents s'effectue exclusivement pendant la durée de validité d'accord-cadre. Pour autant, l'exécution d'un Marché subséquent peut quant à elle se prolonger au-delà du terme de l'Accord-cadre, sous réserve de ne pas porter atteinte à l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

5.2 - Forme des Marchés Subséquents

Les marchés subséquents sont des marchés ordinaires traités à prix global et forfaitaire.

5.3 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.3.1 Remise des livrables

Les livrables sont remis au CHU de Rouen pour vérification et décision après vérification.

Les livrables à remettre par les titulaires sont indiqués dans le CCTP.

Les documents élaborés par le Titulaire sont transmis au maître d'ouvrage dans les formes prévues à l'article 3.1 du CCAG-PI.

5.3.2 Lieu de livraison des livrables

Les livrables électroniques sont transmis au CHU de Rouen par le Titulaire à l'adresse suivante : dsi.achats@chu-rouen.fr.

5.3.3 Conditions d'accès aux installations

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par le CHU de Rouen.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

5.4 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.4.1 Opérations de vérification

Les prestations seront vérifiées au fur et à mesure de leur exécution.

Ces vérifications portent sur la réalisation effective des prestations dans les conditions définies au marché subséquent.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-PI sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai qui est imparti au CHU de Rouen pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives est de 1 mois à compter de la date de remise des livrables ou de la fin d'exécution de la prestation. L'absence de décision expresse du CHU de Rouen ne vaut pas admission des prestations.

5.4.2 Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le CHU de Rouen prend, dans un délai d'1 mois une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, par dérogation à l'article 29 du CCAG/PI.

5.4.2.1 Décision de réception

Le CHU de Rouen prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché public. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au Titulaire.

5.4.2.2 Décision d'ajournement

Le CHU de Rouen, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée.

Le Titulaire est invité à présenter les livrables de nouveau dans un délai de 15 jours ouvrés, à compter de la réception de la décision, après avoir effectué ces mises au point.

5.4.2.3 Décision de réfaction

Lorsque le CHU de Rouen estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, le CHU de Rouen dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire.

5.4.2.4 **Décision de rejet**

Lorsque le CHU de Rouen estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché public et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, en cas de rejet, le Titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau la prestation dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification de la décision.

5.4.3 Transfert de propriété

Le transfert de propriété des documents rédigés dans le cadre des marchés subséquents est réalisé par leur admission et conformément à l'article 8 ci-après.

ARTICLE 6 - Contenu des prix du marché subséquent

Chaque marché subséquent est traité à prix global et forfaitaire.

Le prix global et forfaitaire de chaque marché subséquent est fixé à l'acte d'engagement de ce marché subséquent.

L'unité monétaire est l'euro.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

7.1 - Présentation des factures

Le règlement des prestations s'effectue par acomptes mensuels, sur présentation d'une facture et des justificatifs correspondants aux prestations commandées, livrées et ayant donné lieu à la validation de 2 compte-rendu mensuels comme indiqué dans le CCTP.

Le règlement des prestations s'effectue, sur présentation d'une facture correspondant aux prestations commandées, livrées et ayant donné lieu à la validation des comptes-rendus d'activité correspondants.

La réception des prestations d'une phase ou partie technique ou livrable donne lieu à son règlement.

La facture devra être envoyée au plus tard un mois après la fin de la période considérée au CHU Rouen Normandie

Tout paiement effectué en vertu du présent acte d'engagement aura lieu en Euros.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis le 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>)

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU de Rouen rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- en annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;

- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, le prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé par le CHU.

Le code service est DSI et le numéro SIRET du CHU de ROUEN est le 267 601 680 000 15.

7.2 - Conditions de règlement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre du CHU de Rouen.

Le paiement s'effectue conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

7.3 - Avance

Lorsque le montant du marché subséquent dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé :

- à 5 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

7.4 - Comptable

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le Comptable Public du CHU de Rouen.

7.5 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou au CHU de Rouen, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché subséquent.

7.6 - Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique).

7.7 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 8 - PENALITES

8.1 - Pénalité pour non réponse à une demande de marché subséquent

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, dans le cas où l'un des titulaires ne répond pas à une demande de remise d'une offre pour un marché subséquent, celui encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1000 € HT, sauf à justifier d'une charge de travail extraordinaire

8.2 - Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, les pénalités de retard s'appliquent de la manière suivante :

- en cas de retard dans la livraison des prestations, une pénalité de cent euros (100 €) par jour ouvré de retard, à compter de la première heure suivant l'expiration du terme fixé dans l'offre du titulaire ;
- en cas d'absence de remise des livrables prévus au CCTP et dans le mémoire technique du titulaire, une pénalité de cent euros (100 €) par jour ouvré de retard sera appliquée, à compter de la première heure suivant la date de présentation des prestations réalisées ;
- en cas d'absence de transmission du compte-rendu d'activités, une pénalité de cent euros (100 €) par jour ouvré de retard sera appliquée, à l'expiration d'un délai de 5 jours ouvrés après la fin du mois concerné par ce livrable
- en cas d'absence aux réunions : deux cents euros (200€) ;
- en cas de mise à disposition répétée de facture ne respectant pas l'article 5 du chapitre 2 du présent CCAP : une pénalité de cent euros (100 €) sera appliquée ;
- En cas de retard de remise de la facture mensuelle sur CHORUS, une pénalité de cinquante euros (50 €) par jour ouvré de retard sera appliquée.

Si l'application de ces pénalités reste sans effet, le CHU de Rouen pourra résilier de plein droit le marché subséquent et l'accord-cadre en application des articles 29 et suivants du CCAG/PI, sans indemnité.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG/PI, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Les pénalités ou réfections sont cumulables tant que le Titulaire ne remplit pas ses obligations. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération.

ARTICLE 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

CHAPITRE 4 - DISPOSITIONS PROPRES AUX LOTS 2 ET 3

ARTICLE 1 - PRESTATIONS A REALISER

Les prestations à réaliser sont spécifiées dans les CCTP propres à chaque lots.

ARTICLE 2 - DELAIS D'EXECUTION

Pour le lot 2, la date prévisionnelle de début de marché est le 06/05/2025.

Pour le lot 3, la date prévisionnelle de début de marché est le 24/04/2025.

Les prestations sont à réaliser à compter de la date de notification du marché jusqu'à la réception sans réserve des prestations (exécution du nombre total de jours).

Le titulaire convient que le montant qui lui est dû pour la réalisation de la totalité des prestations qui fait l'objet du présent marché est global et forfaitaire et correspond au montant indiqué dans l'acte d'engagement.

Un mois avant la date limite d'exécution des prestations, les parties se concerteront, pour déterminer la suite à donner à la présente mission, qui pourra donner lieu, à compter de cette date, et sous réserve d'un commun accord dans le respect de la réglementation applicable, à une rémunération complémentaire du prestataire à condition notamment que cette prolongation ne soit pas imputable au prestataire et qu'il démontre avoir consacré jusqu'à cette date le nombre de jours-hommes mentionnés dans la DPGF produite dans le cadre de son offre. Cet accord fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 - Remise des livrables

Les livrables sont remis au CHU de Rouen pour vérification et décision après vérification.

Les livrables à remettre par les titulaires sont indiqués dans le CCTP.

Les documents élaborés par le Titulaire sont transmis au maître d'ouvrage dans les formes prévues à l'article 3.1 du CCAG-PI.

3.2 - Lieu de livraison des livrables

Les livrables électroniques sont transmis au CHU de Rouen par le Titulaire à l'adresse suivante : dsi.achats@chu-rouen.fr.

3.3 - Conditions d'accès aux installations

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par le CHU de Rouen.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

ARTICLE 4 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 - Opérations de vérification

Les prestations seront vérifiées au fur et à mesure de leur exécution.

Ces vérifications portent sur la réalisation effective des prestations dans les conditions définies au CCTP du lot concerné.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-PI sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai qui est imparti au CHU de Rouen pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives est de 1 mois à compter de la date de remise des livrables ou de la fin d'exécution de la prestation. L'absence de décision expresse du CHU de Rouen ne vaut pas admission des prestations.

4.2 - Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le CHU de Rouen prend, dans un délai d'1 mois une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, par dérogation à l'article 29 du CCAG/PI.

4.2.1 Décision de réception

Le CHU de Rouen prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché public. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au Titulaire.

4.2.2 Décision d'ajournement

Le CHU de Rouen, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée.

Le Titulaire est invité à présenter les livrables de nouveau dans un délai de 15 jours ouvrés, à compter de la réception de la décision, après avoir effectué ces mises au point.

4.2.3 Décision de réfaction

Lorsque le CHU de Rouen estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, le CHU de Rouen dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire.

4.2.4 Décision de rejet

Lorsque le CHU de Rouen estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché public et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, en cas de rejet, le Titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau la prestation dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification de la décision.

4.3 - Transfert de propriété

Le transfert de propriété des documents rédigés dans le cadre des marchés est réalisé par leur admission et conformément à l'article 8 du présent chapitre.

ARTICLE 5 - Contenu des prix

Chaque lot est traité à prix global et forfaitaire.

Le prix global et forfaitaire est fixé à l'acte d'engagement du lot concerné.

L'unité monétaire est l'euro.

Ce prix est ferme pendant toute la durée du marché

ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT

6.1 - Présentation des factures

Le règlement des prestations s'effectue par acomptes mensuels, sur présentation d'une facture et des justificatifs correspondants aux prestations commandées, livrées et ayant donné lieu à la validation de 2 compte-rendu mensuels comme indiqué dans le CCTP.

Le règlement des prestations s'effectue, sur présentation d'une facture correspondant aux prestations commandées, livrées et ayant donné lieu à la validation des comptes-rendus d'activité correspondants.
La réception des prestations d'une phase ou partie technique ou livrable donne lieu à son règlement.

La facture devra être envoyée au plus tard un mois après la fin de la période considérée au CHU Rouen Normandie

Tout paiement effectué en vertu du présent acte d'engagement aura lieu en Euros.
Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis le 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>)

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU de Rouen rejettera la facture transmise.
Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- en annexe une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, le prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé par le CHU.

Le code service est DSI et le numéro SIRET du CHU de ROUEN est le 267 601 680 000 15.

6.2 - Conditions de règlement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre du CHU de Rouen.

Le paiement s'effectue conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

6.3 - Avance

Lorsque le montant du marché dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé :

- à 5 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

6.4 - Comptable

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le Comptable Public du CHU de Rouen.

6.5 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou au CHU de Rouen, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché subséquent.

6.6 - Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R.2191-46 à R.2191-62 du code de la commande publique).

6.7 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 7 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, les pénalités de retard s'appliquent de la manière suivante :

- en cas de retard dans la livraison des prestations, une pénalité de cent euros (100 €) par jour ouvré de retard, à compter de la première heure suivant l'expiration du terme fixé dans l'offre du titulaire ;
- en cas d'absence de remise des livrables prévus au CCTP et dans le mémoire technique du titulaire, une pénalité de cent euros (100 €) par jour ouvré de retard sera appliquée, à compter de la première heure suivant la date de présentation des prestations réalisées ;
- en cas d'absence de transmission du compte-rendu d'activités, une pénalité de cent euros (100 €) par jour

ouvré de retard sera appliquée, à l'expiration d'un délai de 5 jours ouvrés après la fin du mois concerné par ce livrable

- en cas d'absence aux réunions : deux cents euros (200€) ;
- en cas de mise à disposition répétée de facture ne respectant pas l'article 5 du chapitre 2 du présent CCAP : une pénalité de cent euros (100 €) sera appliquée ;
- En cas de retard de remise de la facture mensuelle sur CHORUS, une pénalité de cinquante euros (50 €) par jour ouvré de retard sera appliquée.

Si l'application de ces pénalités reste sans effet, le CHU de Rouen pourra résilier de plein droit le marché subséquent et l'accord-cadre en application des articles 29 et suivants du CCAG/PI, sans indemnité. Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG/PI, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Les pénalités ou réfections sont cumulables tant que le Titulaire ne remplit pas ses obligations. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération.

ARTICLE 8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

CHAPITRE 5 - DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

ARTICLE 1 - ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le Titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution d'un des marchés subséquents.

ARTICLE 2 - RESILIATION

Le Chapitre 7 du CCAG-PI relatif à la résiliation s'applique en complément des dispositions ci-après.

Le CHU de Rouen peut résilier le lot pour faute du Titulaire. Au préalable, une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le CHU de Rouen informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Sont notamment constitutifs d'une faute, les cas suivants :

- Le Titulaire n'a pas respecté au titre d'un lot ou d'un Marché subséquent des dispositions prévues dans le marché ;
- Le Titulaire a apporté sans approbation préalable du CHU de Rouen des modifications sur un élément substantiel des prestations ;
- Lorsque le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du lot ou du Marché subséquent.

Ces cas de résiliation n'ouvrent droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte des Marchés Subséquents est l'Euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Par ailleurs, le titulaire étranger indique sur la facture :

- le pays d'origine des marchandises
- le code de nomenclature douanière
- le n° de TVA intracommunautaire du titulaire
- le poids des marchandises livrées
- le mode de transport des marchandises (par route, air, mer, chemin de fer)

ARTICLE 4 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rouen et le titulaire du marché à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R.2197-1 du Code de la Commande Publique..

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 5 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX -

Conformément à l'article 1.2 du CCAG PI, il est dérogé au CCAG/PI pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-PI
Article 3 (chapitre 2) Article 4 (chapitre 3)	Article 4.1
Article 5.4.1 (chapitre 3) Article 4 (chapitre 4)	Article 28.2
Article 5.4.2 (chapitre 3) Article 4.2 (chapitre 4)	Article 29
Article 8.1 (chapitre 3)	Article 14.1
Article 8.2 (chapitre 3) Article 7 (chapitre 4)	Article 14.1 et Article 14.3

Toutes les dispositions du CCAG-PI non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent accord-cadre.